

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Demain-Cuba>

# Demain, Cuba...

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mardi 19 septembre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Maurice Lemoine \*

[Le Monde diplomatique](#). France, septembre 2006.

[Leer en español](#)

Alors que des milliers de Cubains en exil fêtaient, à Miami, la maladie et même la mort du « tyran », le monde a retenu son souffle lorsque, le 31 juillet, dans le cadre prévu par la Constitution, le président cubain Fidel Castro a cédé « provisoirement » ses responsabilités à une équipe de sept personnes, dont son frère Raúl, en raison d'une intervention chirurgicale.

Mobilisée en avril 2003, en faveur de l'attaque contre Bagdad - « *Aujourd'hui l'Irak, demain Cuba !* » -, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) appelait immédiatement, depuis la Floride, à un « *soulèvement militaire ou civil* » pour renverser le régime de La Havane. Le 2 août, M. George W. Bush lançait à l'intention des habitants de l'île : « *Nous vous soutiendrons dans vos efforts pour établir (...) un gouvernement de transition engagé vers la démocratie* », menaçant ceux qui, adeptes du régime actuel, s'opposeraient à un « *Cuba libre* [1].

Un événement phénoménal se préparait, des centaines de milliers de Cubains allaient descendre dans la rue en quête de liberté, une grande instabilité régnerait.

Les jours passent. Rien ne semble indiquer que le pays sorte de la normalité. Certes, que M. Castro reprenne ou non la barre, le débat sur « le jour d'après » - succession ou transition - est posé. Et il existe, après quarante-sept ans de pouvoir sans partage, des mécontents, des opposants, une frange de la population qui n'adhère pas, ou plus, à la révolution. Pénuries, rigidité bureaucratique, atteintes à certaines libertés - d'expression, d'association, de réunion -, incarcération d'opposants sont une réalité.

Cela entraîne en général une condamnation sans appel. D'aucuns objectent bien que, depuis 1959, les Etats-Unis ont multiplié les tentatives d'invasion, d'attentats, de sabotages, et renforcé l'asphyxie économique par un embargo qui perdure... Prétexte, rétorque-t-on, comme s'il était possible de découper l'histoire en tranches, et de ne pas tenir compte de l'interférence du passé avec le présent...

En 2005, Washington a nommé un coordinateur pour la transition à Cuba, M. Caleb McCarry (auparavant en poste en Afghanistan). Le 10 juillet 2006, un rapport de la commission d'aide à un Cuba libre, coprésidée par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et le secrétaire au commerce Carlos Gutiérrez, a réclamé que tout soit fait « *pour que la stratégie de succession du régime de Castro ne soit pas couronnée de succès* ».

Fixant l'aide des Etats-Unis dans l'île à plus de 62,8 millions d'euros, le document précise que ces ressources seront remises directement aux « dissidents », qui seront entraînés et recevront des équipements et du matériel. Ingérence effrontée et... véritable « baiser de la mort » aux opposants. Car, pour le président du Parlement cubain Ricardo Alarcón : « *Tant qu'existera cette politique, il y aura des personnes impliquées, qui conspirent avec les Américains, qui acceptent leur argent, et (...) je ne connais aucun pays qui ne qualifie une telle activité de délit.* [2] »

Surtout, le rapport souligne que le « *plan* » comporte une annexe secrète « *pour des raisons de sécurité nationale* » et afin d'assurer sa « *réalisation effective* ». En matière de « *mesures secrètes* », l'histoire du continent, de Salvador Allende au Nicaragua sandiniste, ne permet pas l'ingénuité.

Or, oubliée des « transitologues » autoproclamés, une partie plus que significative du peuple cubain, attachée aux

acquis en matière d'éducation, de santé et de services sociaux, respecte « Fidel » et ceux qui - « historiques » ou dirigeants des jeunes générations - seront amenés à prendre le relais.

Ces Cubains sont-ils aussi isolés qu'on le prétend ? Ce n'est le cas ni en Afrique ni en Asie. Et les bouleversements latino-américains ont permis l'accession au pouvoir de chefs d'Etat mieux renseignés sur la réalité de l'île et sur le contexte qui détermine son système atypique - parti unique et politiques sociales avancées. Les présidents Hugo Chávez (Venezuela) et Evo Morales (Bolivie) l'avaient déjà sortie de son isolement. Vedette du sommet du Marché commun du Sud (Mercosur), à Córdoba (Argentine), M. Castro y a signé, le 21 juillet, un important accord commercial avec les pays membres de cette union, dont le Brésil et l'Argentine. Lesquels ont osé lancer un franc défi à l'embargo américain et un « coup de chapeau » ostensible à un petit pays qui refuse de plier devant la première puissance mondiale.

Plus qu'avec les Etats-Unis, qui veulent la transformer en colonie, ou avec l'Europe, qui lui donne des leçons ou se bouche le nez, c'est dans ses relations avec cette partie du monde où l'on parle désormais de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » - démocratique et souverain -, et dans ses propres forces vives, que Cuba trouvera exemples et appuis pour évoluer.

\* **Maurice Lemoine** est Journaliste et rédacteur en chef du Monde diplomatique. Spécialiste de l'Amérique Latine. Auteur, notamment, de "*La dette, roman de la paysannerie brésilienne*", de "*Amérique centrale : les naufragés d'Esquipulas*" et de "*Chavez, presidente*".

*Post-scriptum :*

**Notes :**

---

[1] Agence France-Presse, 3 août 2006.

[2] BBC Mundo, Londres, 13 juillet 2006.